

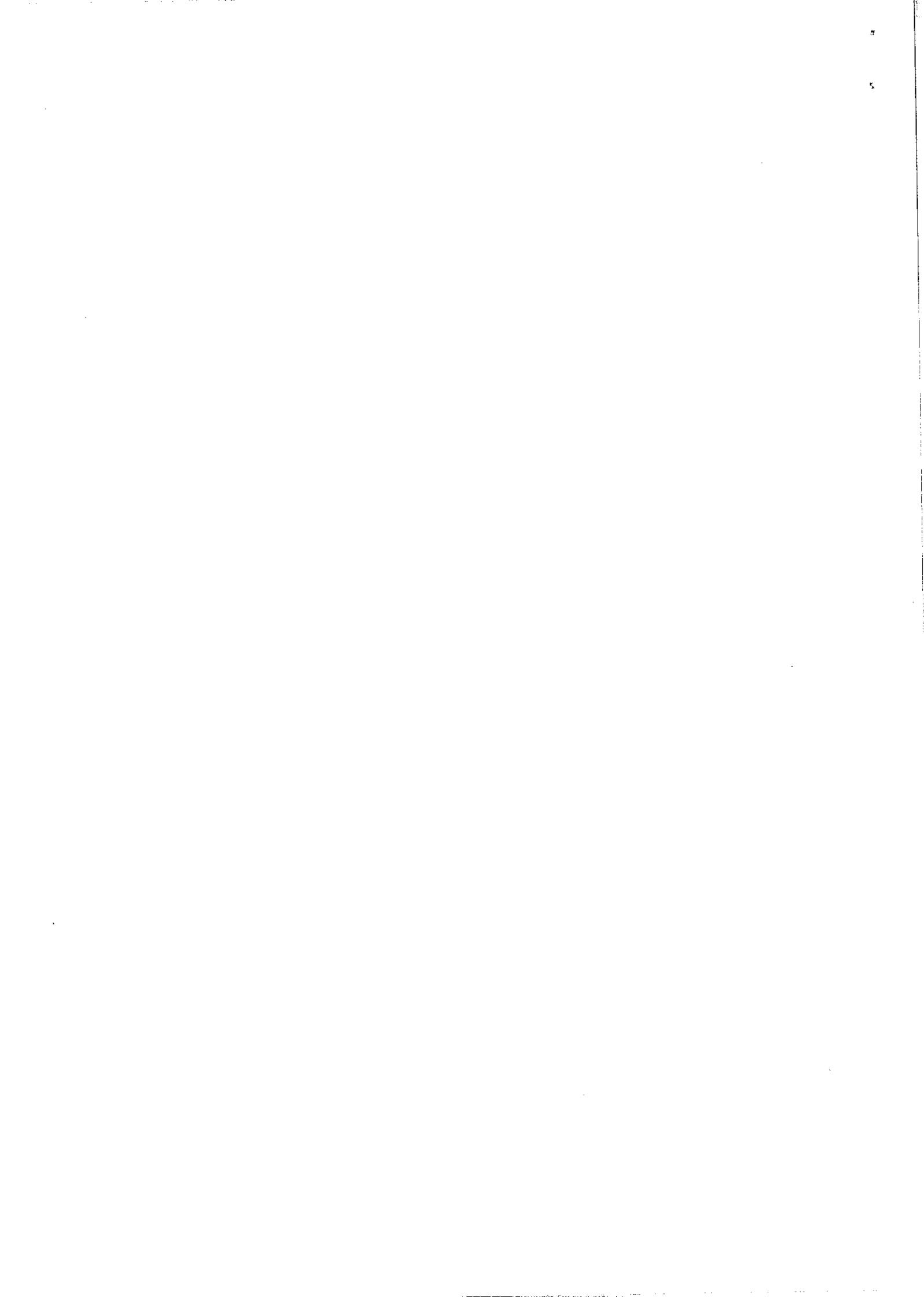
FEDERATION DES SERVICES ENERGIE ENVIRONNEMENT -
FEDENE

Siège Social : 28, rue de la Pépinière
75008 Paris

Rapport du commissaire aux comptes

Sur les comptes Annuels – Exercice clos le 31 décembre 2018

Cabinet COURCELLES EXPERTS
3, avenue Stéphane Mallarmé
75017 PARIS



A l'assemblée générale de l'association FEDERATION DES SERVICES ENERGIE ENVIRONNEMENT
- FEDENE,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FEDERATION DES SERVICES ENERGIE ENVIRONNEMENT - FEDENE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

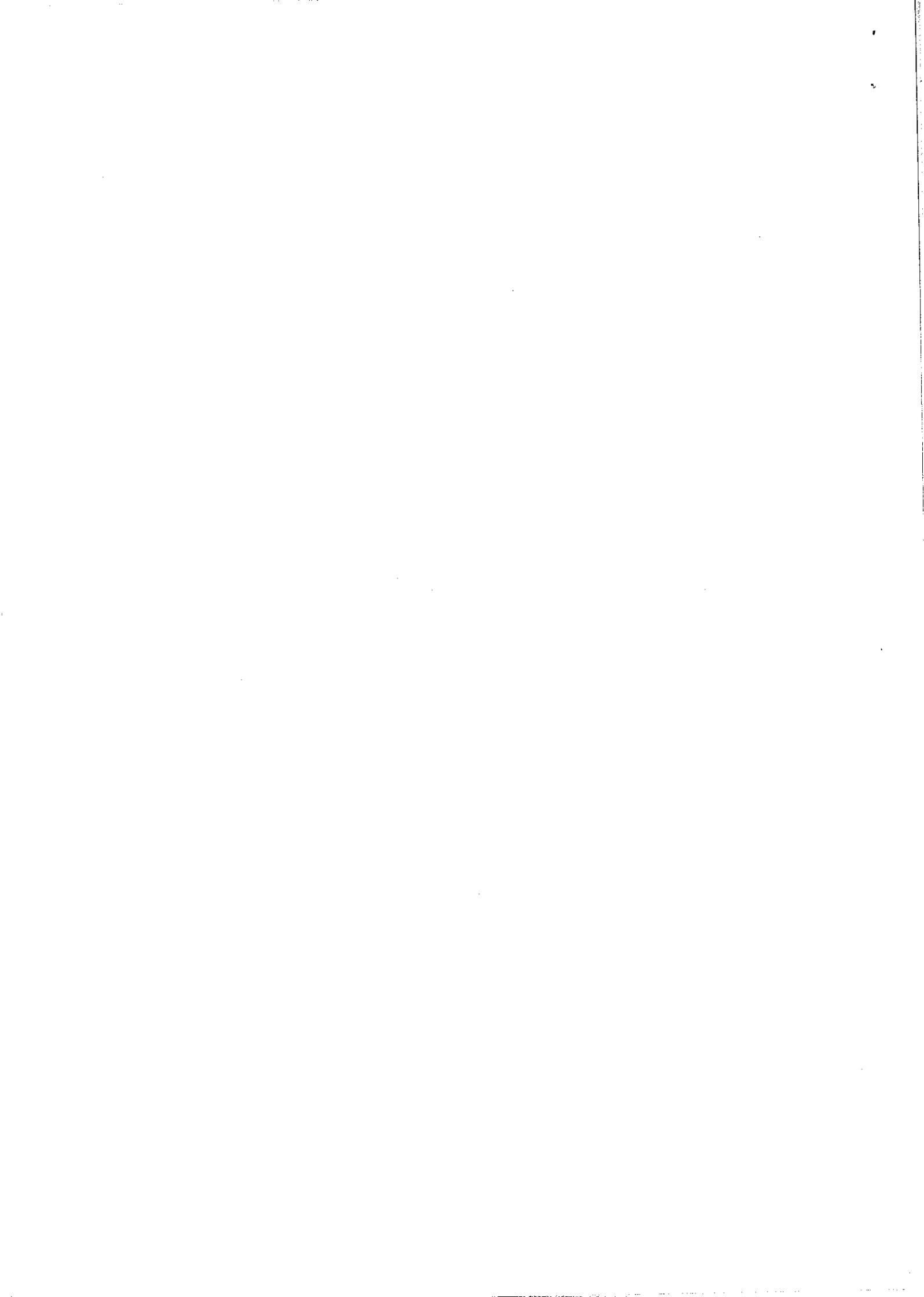
Les autres créances dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2018 s'établit à 943 543 euros, sont valorisées à leur valeur nominale selon les modalités décrites dans les notes de l'annexe titre « Règles et méthodes comptables », paragraphe « créances ».

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs, en particulier à revoir la réciprocité des comptes avec les syndicats.

IV – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.



V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre président Monsieur PASCAL ROGER.

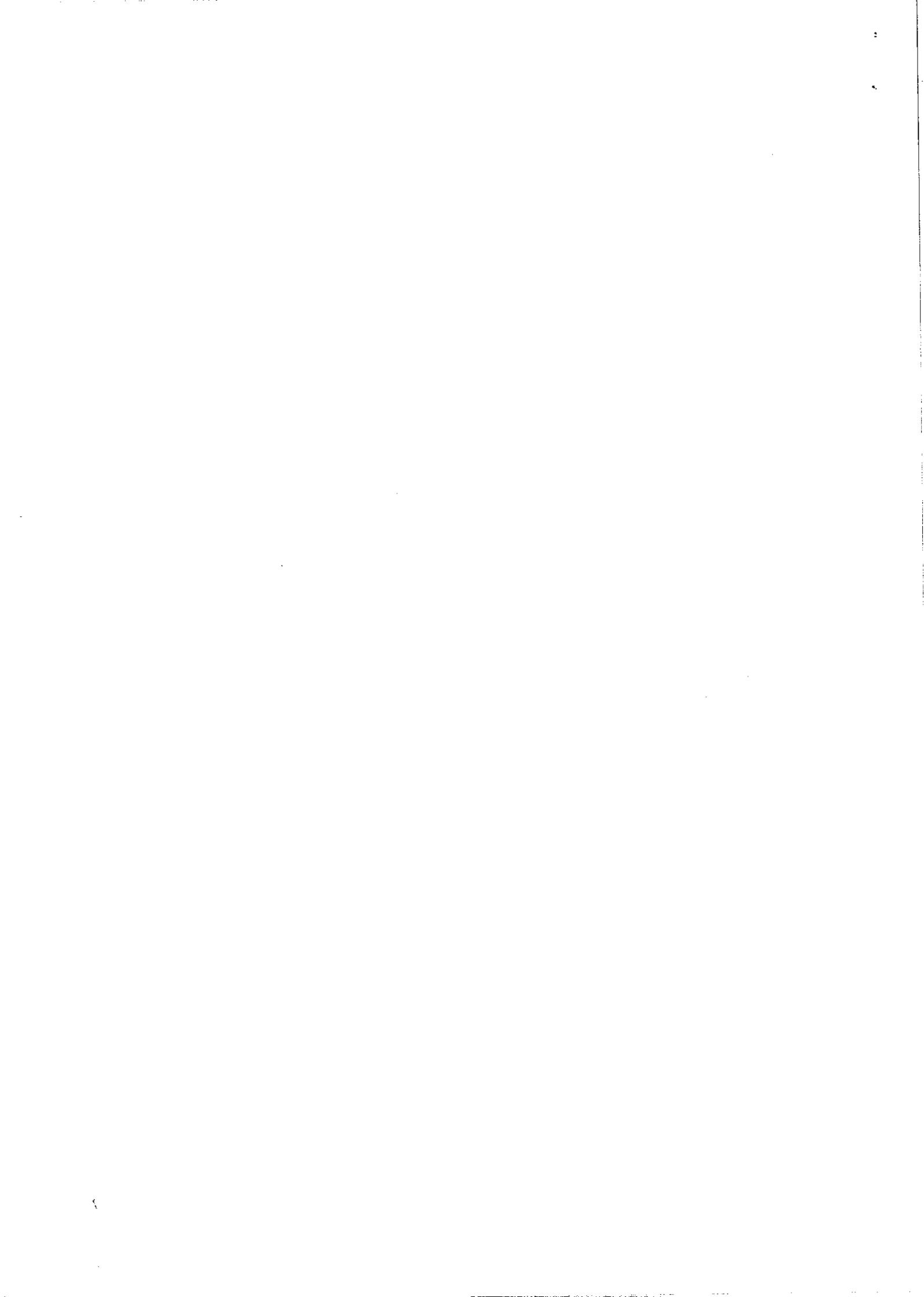
VI – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une



anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 10 juin 2019

Cabinet COURCELLES EXPERTS

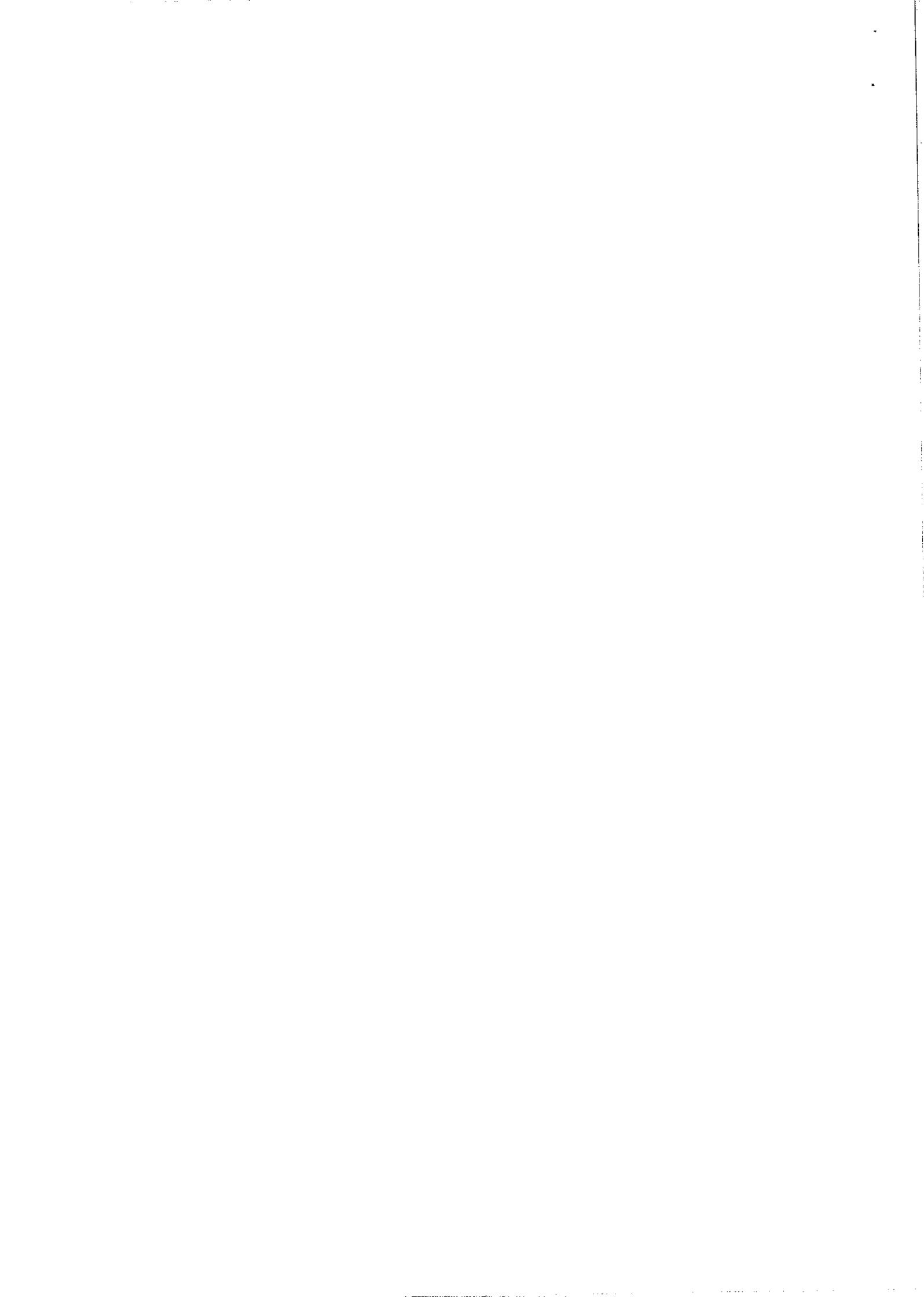
Benoît Lafontaine
Commissaires aux comptes
Compagnie de Paris



Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2018 | Net au 31/12/2017 |
|--|------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | 196 422 | 168 406 | 28 015 | 52 990 |
| Immobilisations financières | 67 854 | | 67 854 | 67 049 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 264 276 | 168 406 | 95 869 | 120 040 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours (autres que marchandises) | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances | | | | |
| Usagers et comptes rattachés | | | | |
| Autres | 943 543 | | 943 543 | 847 526 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | 400 282 |
| Disponibilités (autres que caisse) | 2 503 811 | | 2 503 811 | 1 742 451 |
| Caisse | 64 | | 64 | 569 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 3 447 419 | | 3 447 419 | 2 990 829 |
| REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Autres comptes de régularisation | | | | |
| TOTAL REGULARISATION | | | | |
| TOTAL GENERAL | 3 711 695 | 168 406 | 3 543 288 | 3 110 868 |

| | | |
|---|--|--|
| Legs nets à réaliser : | | |
| acceptés par les organes statutairements compétents | | |
| autorisés par l'organisme de tutelle | | |
| Dons en nature restant à vendre : | | |



Bilan passif

| | au 31/12/2018 | au 31/12/2017 |
|---|------------------|------------------|
| FONDS ASSOCIATIFS | | |
| Fonds propres | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Résultat de l'exercice | 35 366 | 84 915 |
| Report à nouveau | 2 727 300 | 2 620 796 |
| SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE | 2 762 665 | 2 705 710 |
| Autres fonds associatifs | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | | |
| Résultats sous contrôle des tiers financeurs | | |
| Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Droits des propriétaires (Commodat) | | |
| TOTAL FONDS ASSOCIATIFS | 2 762 665 | 2 705 710 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 21 140 | 79 134 |
| FONDS DEDIES | | |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes assimilées | | |
| Avances et commandes reçues sur commandes en cours | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 97 576 | 33 513 |
| Autres | 661 907 | 292 511 |
| TOTAL DETTES | 759 483 | 326 024 |
| Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL GENERAL | 3 543 288 | 3 110 868 |

(1) Dont à plus d'un an (a)

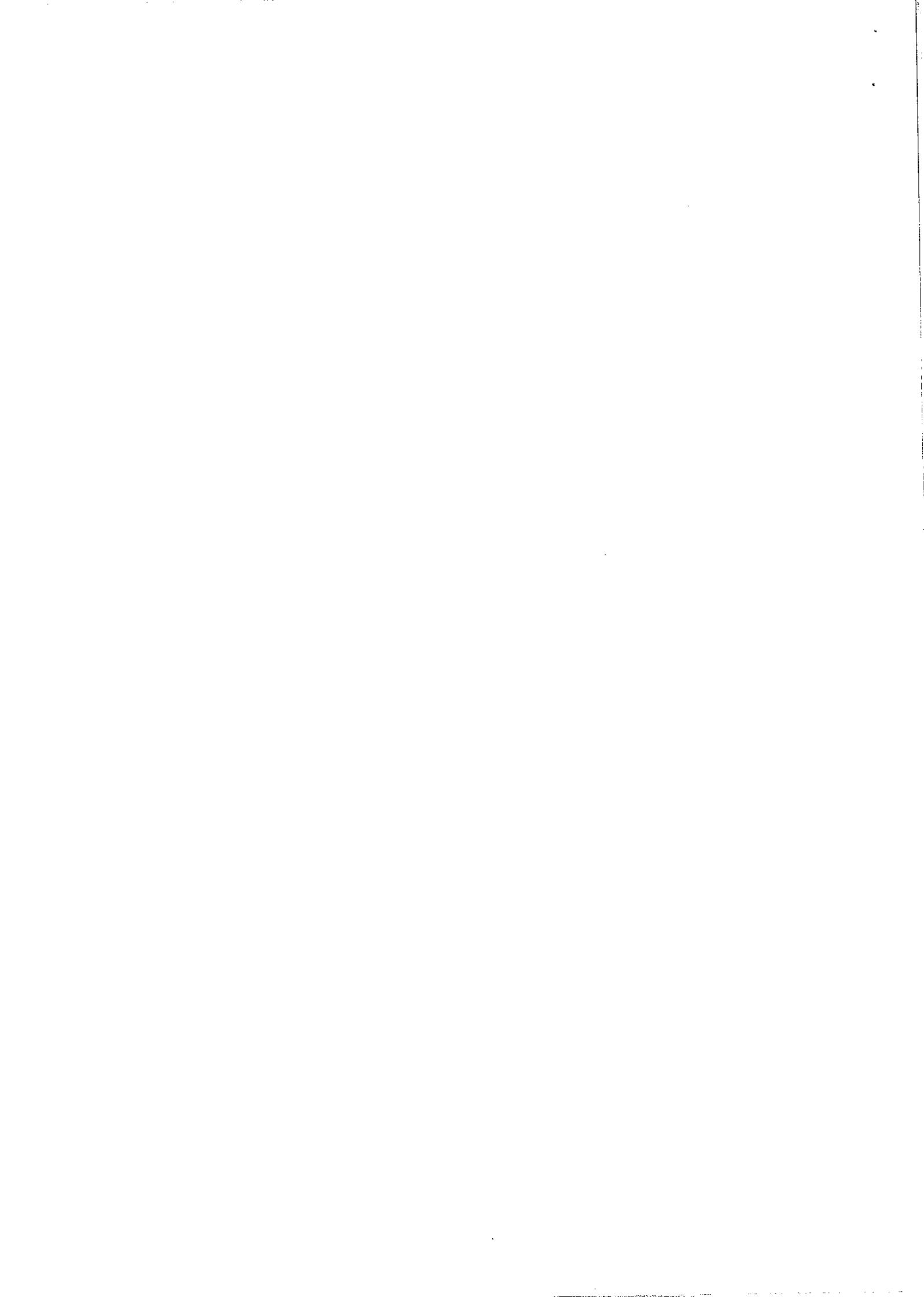
Dont à moins d'un an (a)

759 483

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque

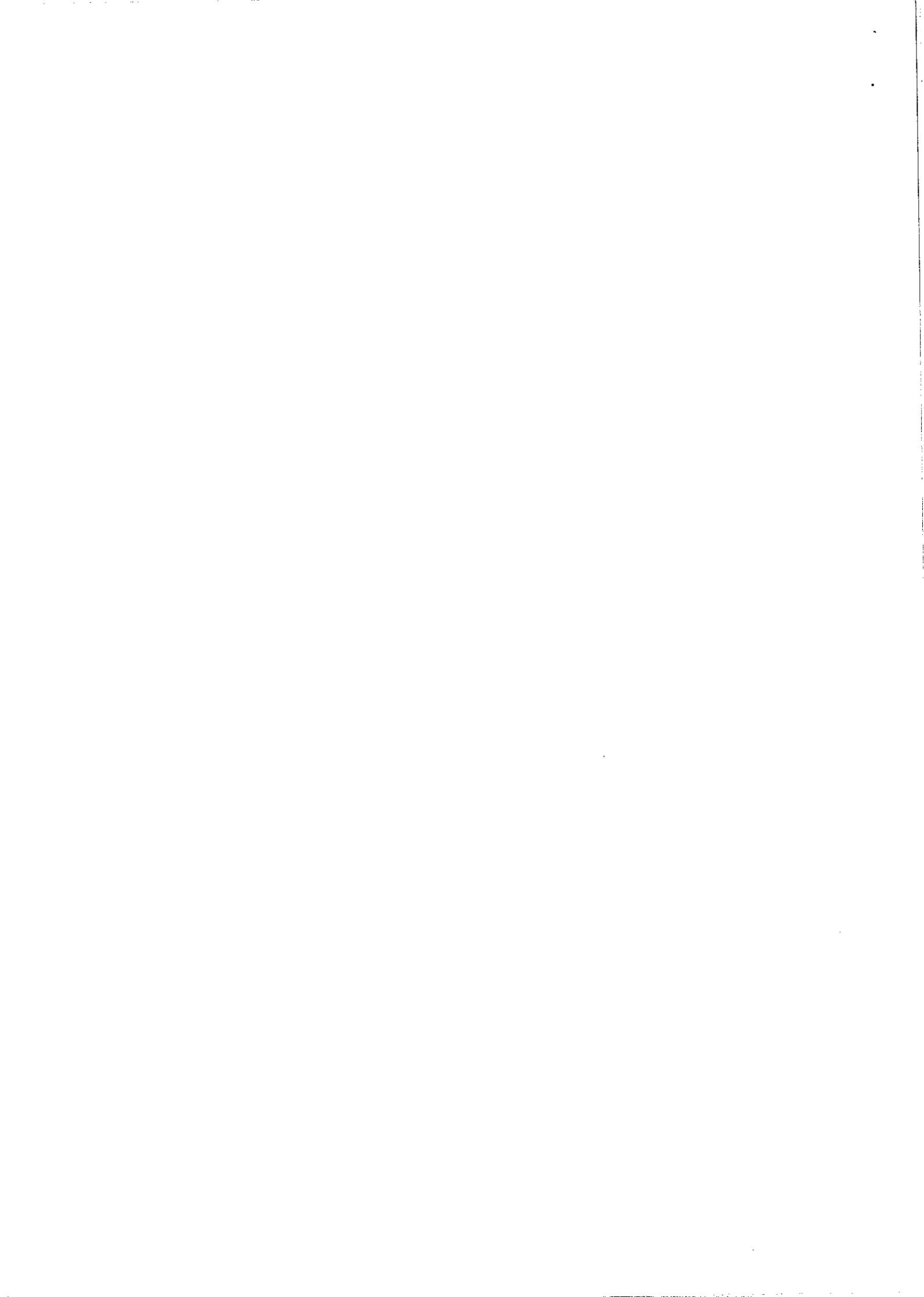
(3) Dont emprunts participatifs

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours



Compte de résultat

| | du 01/01/18 au 31/12/18 12 mois | du 01/01/17 au 31/12/17 12 mois | Variation absolue (montant) | Var. abs. (%) |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|---------------------|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue | | | | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises et Transferts de charge | 167 715 | 243 382 | -75 667 | -31.09 |
| Cotisations | 768 500 | 767 374 | 1 126 | 0.15 |
| Autres produits | 34 501 | 51 503 | -17 001 | -33.01 |
| Produits d'exploitation | 970 717 | 1 062 259 | -91 542 | -8.62 |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variation de stock de marchandises | | | | |
| Achats de matières premières | | | | |
| Variation de stock de matières premières | | | | |
| Autres achats non stockés et charges externes | 472 755 | 449 149 | 23 607 | 5.26 |
| Impôts et taxes | 25 272 | 21 799 | 3 473 | 15.93 |
| Salaires et Traitements | 276 511 | 241 056 | 35 455 | 14.71 |
| Charges sociales | 121 009 | 176 504 | -55 494 | -31.44 |
| Amortissements et provisions | 29 818 | 91 110 | -61 292 | -67.27 |
| Autres charges | 10 223 | | 10 223 | NS |
| Charges d'exploitation | 935 589 | 979 617 | 44 028 | -4.49 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 35 128 | 82 642 | -47 514 | -57.49 |
| Opérations faites en commun | | | | |
| Produits financiers | 3 759 | 2 991 | 768 | 25.69 |
| Charges financières | 2 619 | | 2 619 | |
| Résultat financier | 1 140 | 2 991 | -1 851 | -61.88 |
| RESULTAT COURANT | 36 268 | 85 633 | -49 365 | -57.65 |
| Produits exceptionnels | | | | |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Résultat exceptionnel | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 902 | 718 | 184 | 25.63 |
| Report des ressources non utilisées | | | | |
| Engagements à réaliser | | | | |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 35 366 | 84 915 | -49 549 | -58.35 |



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FEDENE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018, dont le total est de 3 543 288 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 35 366 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2018 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

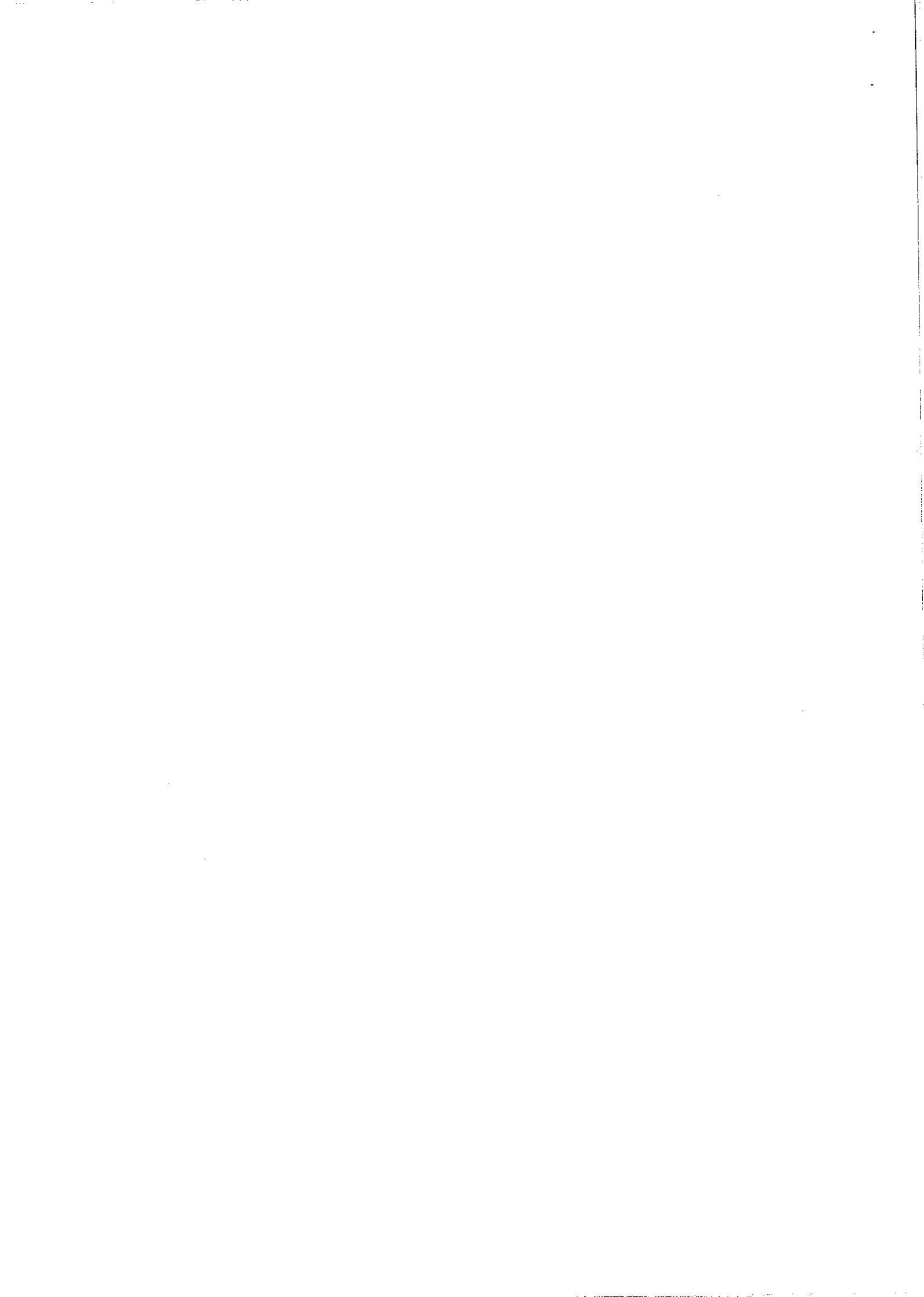
Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Règles et méthodes comptables**Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|--------------|---------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 66 558 | | 66 558 | |
| Immobilisations incorporelles | 66 558 | | 66 558 | |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 76 544 | | 3 815 | 72 728 |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 133 191 | 3 768 | 13 265 | 123 694 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 209 734 | 3 768 | 17 081 | 196 422 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 7 072 | | | 7 072 |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 59 977 | 805 | | 60 782 |
| Immobilisations financières | 67 049 | 805 | | 67 854 |
| ACTIF IMMOBILISE | 343 342 | 4 573 | 83 639 | 264 276 |



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|---------------|---------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 66 558 | | 66 558 | |
| Immobilisations incorporelles | 66 558 | | 66 558 | |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 63 121 | 8 027 | 3 815 | 67 332 |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 93 623 | 20 716 | 13 265 | 101 074 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 156 744 | 28 743 | 17 081 | 168 406 |
| ACTIF IMMOBILISE | 223 302 | 28 743 | 83 639 | 168 406 |



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 004 325 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|------------------|------------------------------|-----------------------------|
| <i>Créances de l'actif immobilisé :</i> | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 60 782 | | 60 782 |
| <i>Créances de l'actif circulant :</i> | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | | | |
| Autres | 943 543 | 943 543 | |
| Charges constatées d'avance | | | |
| Total | 1 004 325 | 943 543 | 60 782 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

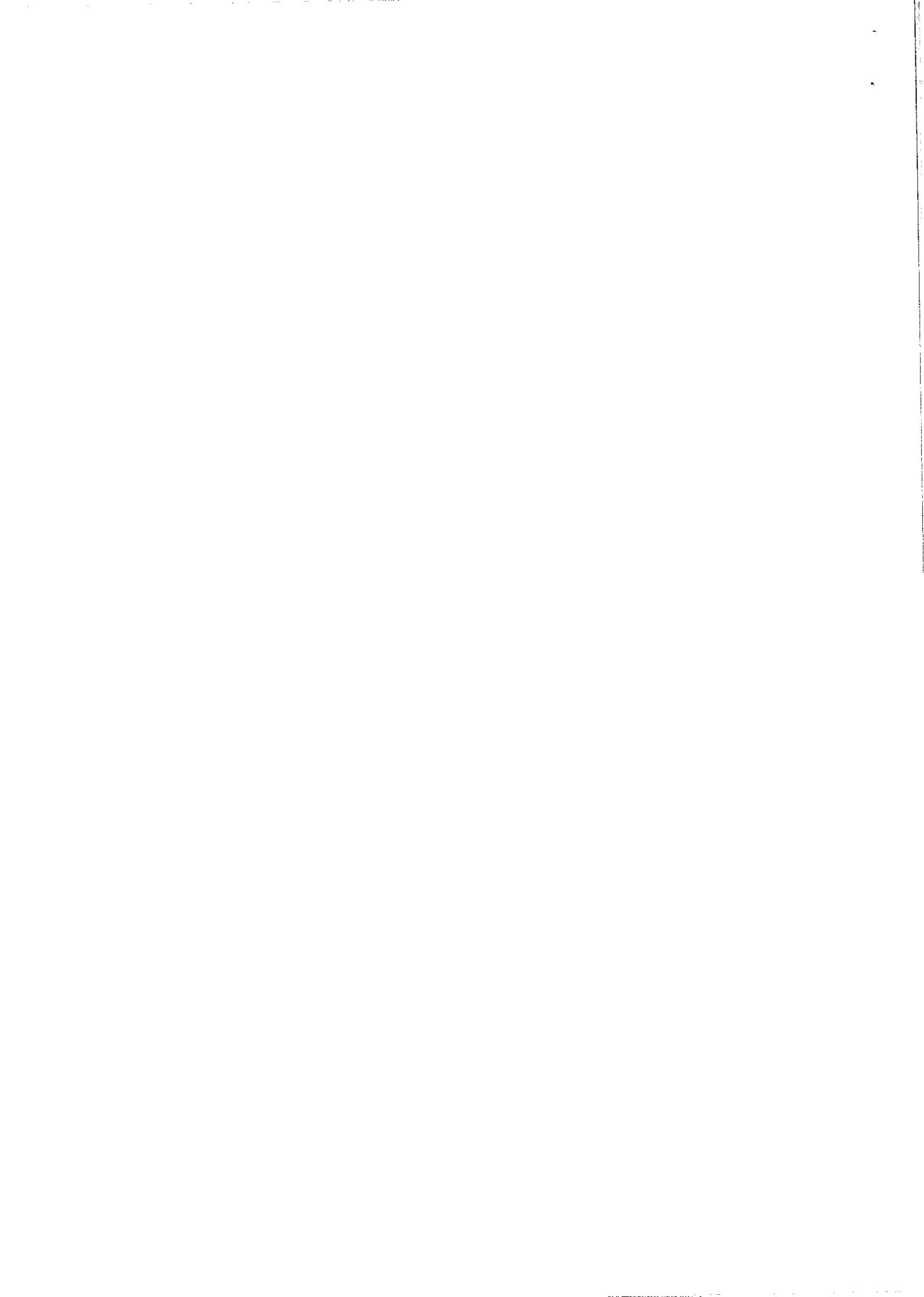


Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

| | Début Exercice | Augmentation | Diminution | Fin Exercice |
|--|-------------------|----------------|---------------|------------------|
| Patrimoine intégré | | | | |
| Fonds statutaires | | | | |
| Apports sans droit de reprise | | | | |
| Legs et donations | | | | |
| Subventions affectées | | | | |
| Autres fonds | | | | |
| Total fonds sans droit reprise | | | | |
| Apports avec droit de reprise | | | | |
| Legs et donations assortis d'une condition | | | | |
| Subventions affectées | | | | |
| Total fonds avec droit reprise | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | | | | |
| Report à Nouveau | 2 620 796 | 106 504 | | 2 727 300 |
| Résultat de l'exercice | 84 915 | | 49 549 | 35 366 |
| Résultats sous contrôle des tiers financeurs | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | |
| Provisions réglementées | | | | |
| Droits des propriétaires (Commodat) | | | | |
| Autres fonds associatifs | | | | |
| Total fonds associatifs | 2 705 710 | 106 504 | 49 549 | 2 762 665 |



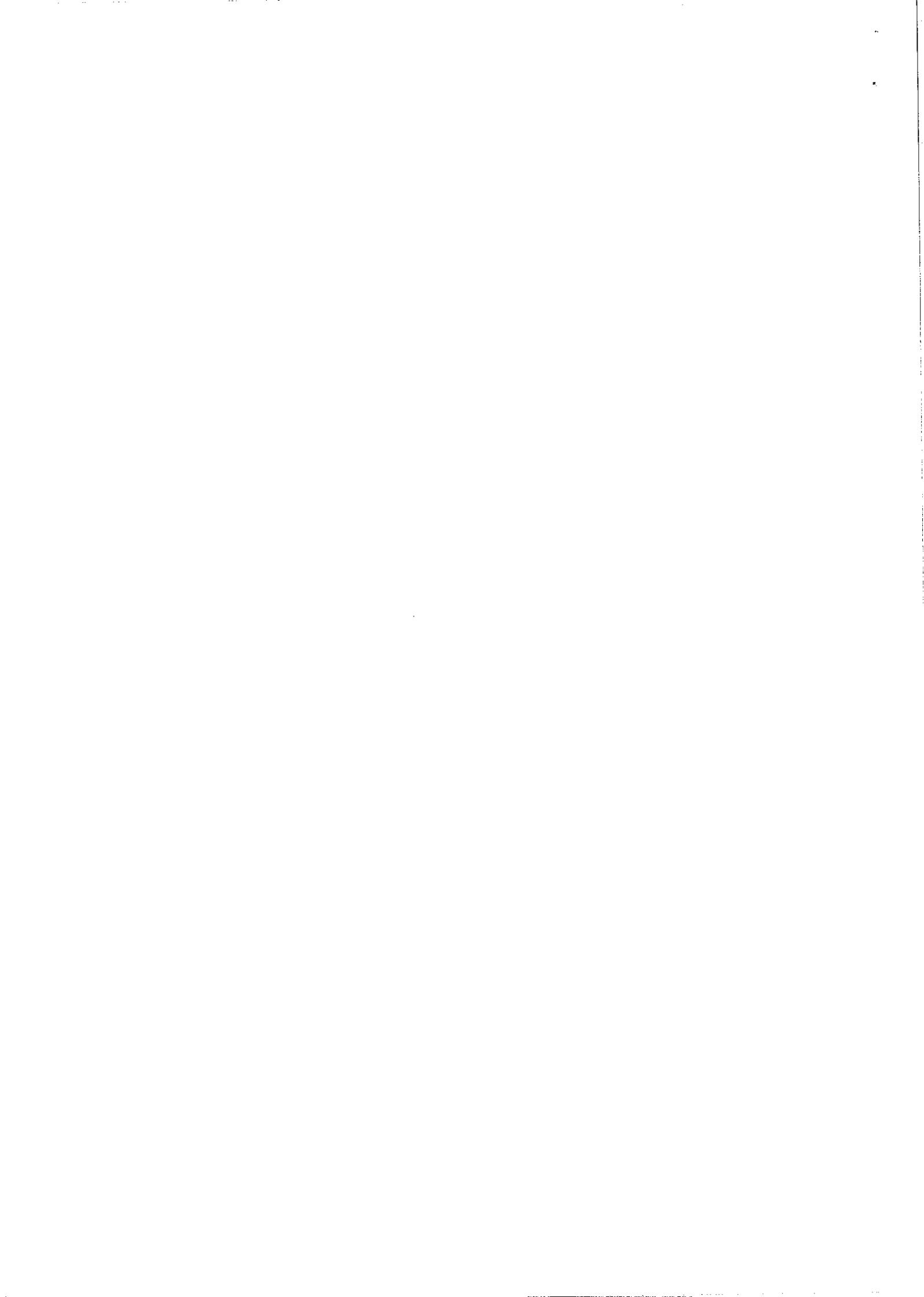
Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | 20 065 | 1 075 | | | 21 140 |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales | | | | | |
| sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 59 069 | | 59 069 | | |
| Total | 79 134 | 1 075 | 59 069 | | 21 140 |
| <i>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</i> | | | | | |
| Exploitation | | 1 075 | | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | | | |

La provision pour pensions et obligations similaires correspond à une provision relative aux indemnités de fin de carrière.



Notes sur le bilan

Dettes

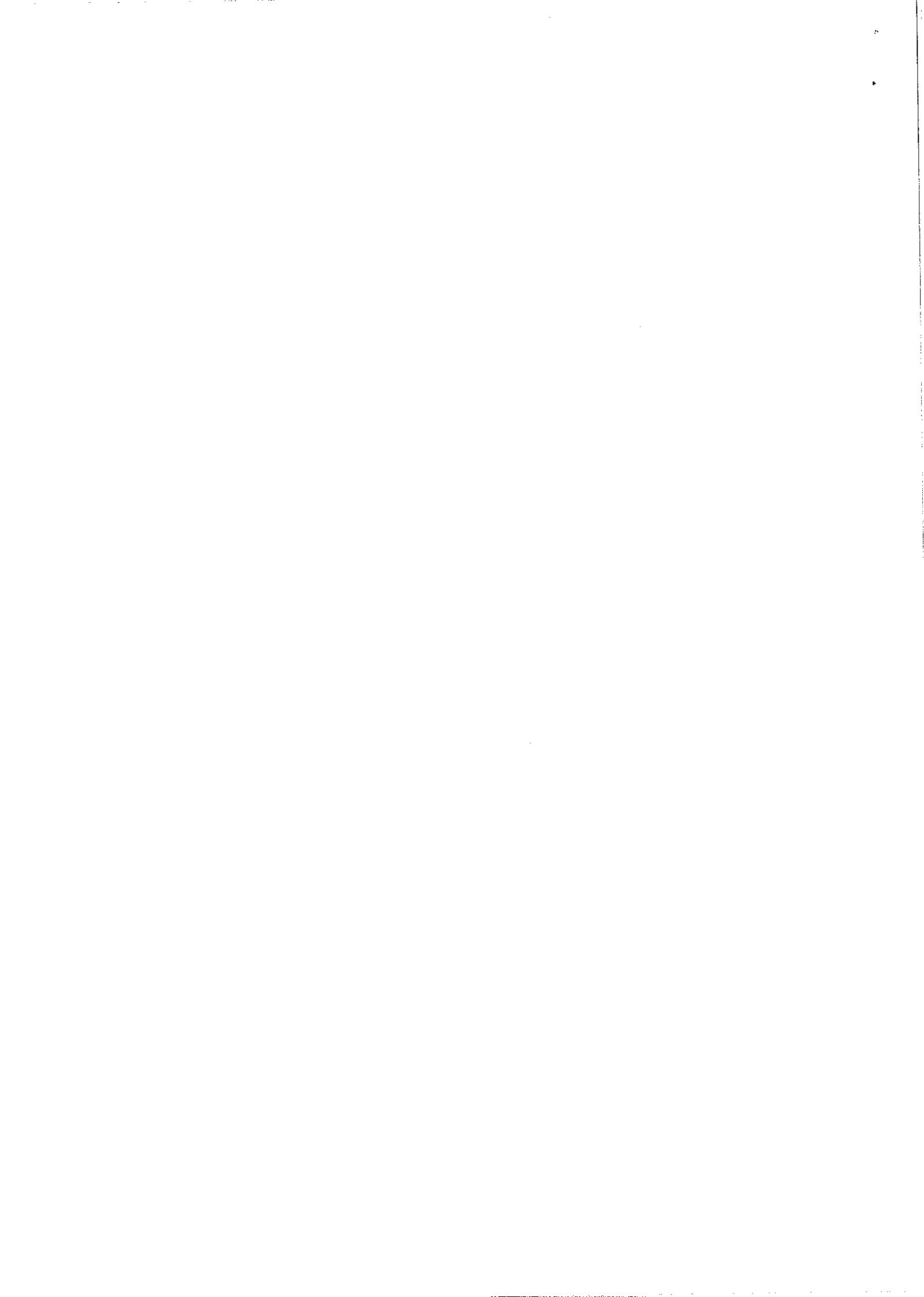
Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 759 483 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| – à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| – à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 97 576 | 97 576 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 211 287 | 211 287 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 450 620 | 450 620 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 759 483 | 759 483 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|-----------------------------|----------------|
| FOUR FACTURES NON PARVENUES | 97 576 |
| AUTRES CHARGES A PAYER | 82 850 |
| ORGANISMES SOCIAUX C.A.P. | 48 530 |
| TAXES S/LES SALAIRES | 5 300 |
| OPCALIA-FONGECIF | 5 276 |
| Total | 239 531 |



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

| | 31/12/2018 |
|--------------------------------------|----------------|
| Cotisations reçues | 768 500 |
| -Reversements de Cotisations | |
| Subventions reçues | |
| Autres produits d'exploitation reçus | 34 501 |
| Produits financiers | 3 759 |
| TOTAL | 806 760 |



FEDERATION DES SERVICES ENERGIE ENVIRONNEMENT -
FEDENE

Siège Social : 28, rue de la Pépinière
75008 Paris

Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2018

Cabinet COURCELLES EXPERTS
3, avenue Stéphane Mallarmé
75017 PARIS



A l'assemblée générale de l'association FEDERATION DES SERVICES ENERGIE ENVIRONNEMENT
- FEDENE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 223-17 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

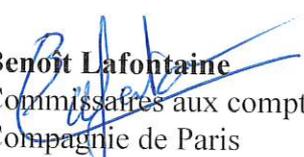
CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Fait à Paris, le 10 juin 2019

Cabinet COURCELLES EXPERTS


Benoit Lafontaine
Commissaires aux comptes
Compagnie de Paris

